|  |
| --- |
| **Etablissement Français du Sang**  20 avenue du Stade de France  93218 La Plaine Saint Denis  **PRESTATIONS D’ASSISTANCE A LA REALISATION DES COMPTES CONSOLIDES**  **Marché public de Prestations Intellectuelles**  **Procédure adaptée**  **(Articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-7 du code de la commande publique)**    **Acte d’engagement valant cahier des charges** |

**Référence de la consultation / TBA : SCX3012**

**SOMMAIRE**

[DEFINITIONS 4](#_Toc201564484)

[PARTIE 1 - CLAUSES DE PRESENTATION GENERALE ET TECHNIQUES 5](#_Toc201564485)

[1.1. Préambule / Description de l’EFS 5](#_Toc201564486)

[1.2. Les missions principales de l’EFS 5](#_Toc201564487)

[1.3. Les autres missions de l’EFS 6](#_Toc201564488)

[1.4. L’organisation de l’EFS 6](#_Toc201564489)

[1.5. Chiffres clés 2023 7](#_Toc201564490)

[1.6. Interlocuteurs du marché 9](#_Toc201564491)

[PARTIE 2 - DESCRIPTION TECHNIQUES DES PRESTATIONS ATTENDUES 10](#_Toc201564492)

[2.1. Assistance à la consolidation des comptes 10](#_Toc201564493)

[2.1.1 Revue préalable 10](#_Toc201564494)

[2.1.2 Assistance à la consolidation 10](#_Toc201564496)

[2.1.3 Interface avec les commissaires aux comptes 11](#_Toc201564497)

[2.2. Prestations complémentaires 11](#_Toc201564498)

[2.3. Planning 11](#_Toc201564499)

[2.4. Equipe dédiée 12](#_Toc201564500)

[2.5. ANNEXE FINANCIERE 12](#_Toc201564501)

[PARTIE 3 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES 13](#_Toc201564502)

[3.1. Objet du marché public 13](#_Toc201564503)

[3.2. Type de prestations et nomenclature 13](#_Toc201564504)

[3.3. Procédure de passation 13](#_Toc201564505)

[3.4. Périmètre du marché public 13](#_Toc201564506)

[3.5. Allotissement 13](#_Toc201564507)

[3.6. Forme du marché public 13](#_Toc201564508)

[3.7. Estimation du marché public 14](#_Toc201564509)

[3.8. Durée du marché public 14](#_Toc201564510)

[3.9. Langue d’exécution du marché public 14](#_Toc201564511)

[3.10. Pièces constitutives du marché public 14](#_Toc201564512)

[3.11. Exécution du marché public 15](#_Toc201564513)

[3.12. Pénalités 15](#_Toc201564514)

[3.13. Sous-traitance 15](#_Toc201564515)

[3.14. Modifications du marché public 16](#_Toc201564516)

[3.15. Défaillance du Titulaire 18](#_Toc201564517)

[3.16. Règlement financier du marché 18](#_Toc201564518)

[3.17. Confidentialité 21](#_Toc201564519)

[3.18. Responsabilité - Assurances 22](#_Toc201564520)

[3.19. Résiliation du marché public (articles L.2195-1 et suivants du code de la commande publique) 22](#_Toc201564521)

[3.20. Exécution aux frais et risques 23](#_Toc201564522)

[3.21. Litiges 23](#_Toc201564523)

[3.22. Obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale 24](#_Toc201564524)

[PARTIE 4 - ACTE D’ENGAGEMENT *(PARTIE A COMPLETER PAR LE CANDIDAT)* 25](#_Toc201564525)

[4.1. Cet acte d'engagement correspond : 25](#_Toc201564526)

[4.2. Engagement du soumissionnaire ou du groupement d’opérateurs économiques 25](#_Toc201564527)

[4.3. Signature du marché public par le soumissionnaire, candidat individuel, ou, en cas groupement d’opérateurs économiques, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement 28](#_Toc201564528)

[4.4. Identification du pouvoir adjudicateur 29](#_Toc201564529)

[PARTIE 5 - DECISION DU (DES) POUVOIR(S) ADJUDICATEUR(S) *(PARTIE A COMPLETER PAR L’EFS)* 31](#_Toc201564530)

# DEFINITIONS

**BP** : Bordereaux de prix ;

**EFS** : Établissement français du sang, établissement public de l’État placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué d’un siège et de quinze Établissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix en métropole et trois dans les départements d’outre-mer au 01/01/2018.

**ETS** : Établissement de transfusion sanguine, établissement local de l’EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l’EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l’EFS

**Établissement :** Siège de l’EFS, commanditaire des prestations objet des bons de commande.

**Marché public** : Marché à bons de commande et accord-cadre

**Offre** : L’offre du Titulaire comprenant tous les éléments techniques et financiers requis et nécessaires pour l’exécution du marché

**Prestations** : Ensemble des prestations qui peuvent être commandées pendant la durée d’exécution du marché public.

**Proposition** : Offre du Titulaire

**Pouvoir adjudicateur** : Établissement français du sang (EFS)

**Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) :** Pour l’Établissement français du sang, le Président de l’EFS ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur.

**Titulaire :** Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie l’accord-cadre.

# CLAUSES DE PRESENTATION GENERALE ET TECHNIQUES

## Préambule / Description de l’EFS

Sous tutelle du Ministère des affaires sociales et de la santé, l’Etablissement Français du Sang est un établissement public de l’Etat créé le 1er janvier 2000. Opérateur civil unique de la transfusion sanguine en France, l’EFS veille à la satisfaction des besoins en matière de produits sanguins labiles dans le respect des principes éthiques du don de sang. L’EFS est chargé de promouvoir le don du sang, les conditions de sa bonne utilisation et de veiller au strict respect des principes éthiques par l'ensemble de la chaîne transfusionnelle : un don de sang volontaire, bénévole, et anonyme et l'absence de profit.

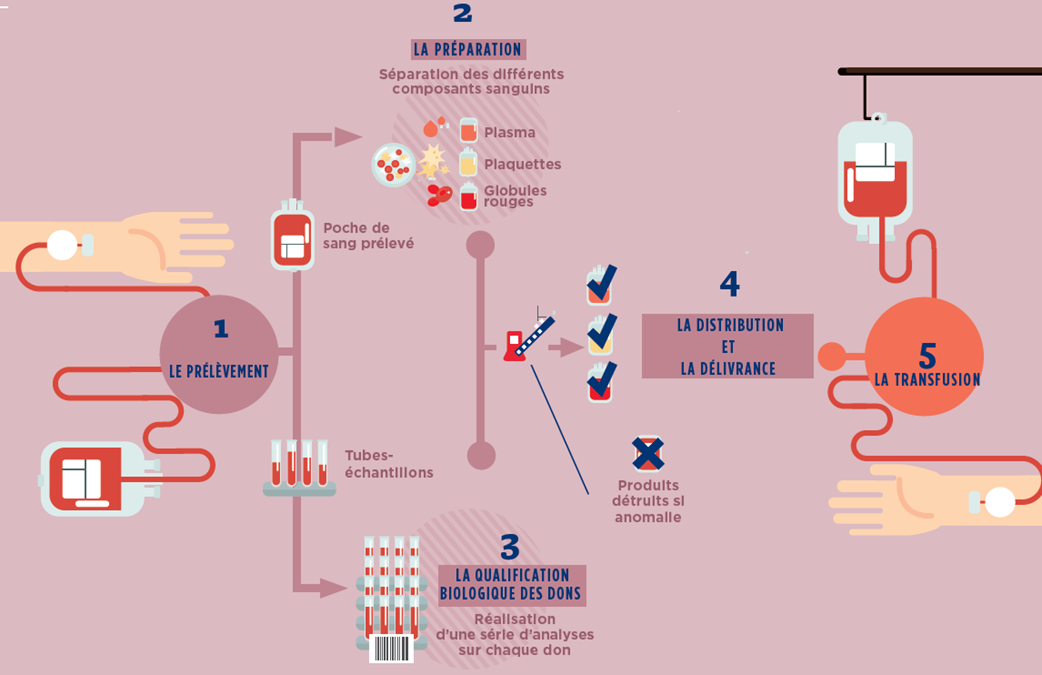
L’EFS participe à soigner 1 million de patients chaque année en approvisionnant 1500 établissements de santé publics et privés en produits sanguins labiles (PSL) issus de ces dons de sang éthiques.

Afin d’assurer une qualité optimale des produits sanguins préparés, l’EFS adapte en permanence l’activité de transfusion sanguine aux évolutions médicales, scientifiques et technologiques. Il veille au respect des bonnes pratiques transfusionnelles et au développement de la qualité pour tous les processus transfusionnels, de manière à assurer une qualité homogène sur l’ensemble du territoire.

L’EFS assure la gestion du service public transfusionnel et ses activités annexes.

## Les missions principales de l’EFS

Afin de mener à bien sa mission de service public, l’EFS bénéficie d’un monopole pour les activités de collecte du sang, de qualification biologique du don, de préparation, et de distribution des produits sanguins labiles aux établissements de soins privés et publics. Il organise ces activités ainsi que l’activité de délivrance et effectue le contrôle de qualité des produits sanguins.



***Parcours d’une poche de sang***

Le prélèvement

Le prélèvement est assuré dans 127 sites fixes de prélèvement en France ainsi que dans le cadre de 40 000 collectes mobiles organisées chaque année. L'EFS collecte soit du sang total soit certains composants du sang (plasma, plaquettes).

La préparation

La poche prélevée est dirigée vers un plateau de préparation. Le sang est séparé en ses différents composants par la centrifugation, puis déleucocyté (filtration des globules blancs véhiculant les virus et certaines bactéries). L'EFS compte 17 plateaux de préparation.

Le contrôle qualité

Le contrôle qualité permet de vérifier la conformité des produits préparés par rapport à des références de caractéristiques réglementaires ou des spécifications préétablies.

La qualification des dons

Au moment du prélèvement, des tubes sont également recueillis pour effectuer des tests immunologiques et sérologiques. La qualification permet de rechercher la présence des marqueurs viraux et de détecter toute anomalie du sang ou de ses composants. L'EFS compte 4 plateaux de qualification.

**La distribution et la délivrance**

Après vérification de l'absence d'anomalies sur le don ou de réactions positives aux tests de dépistage, les produits sanguins sont distribués aux établissements de santé et attribués au patient sur prescription médicale nominative. La durée de vie des produits est variable : 5 jours pour les plaquettes, 42 pour les concentrés de globules rouges, plusieurs mois pour le plasma congelé.

## Les autres missions de l’EFS

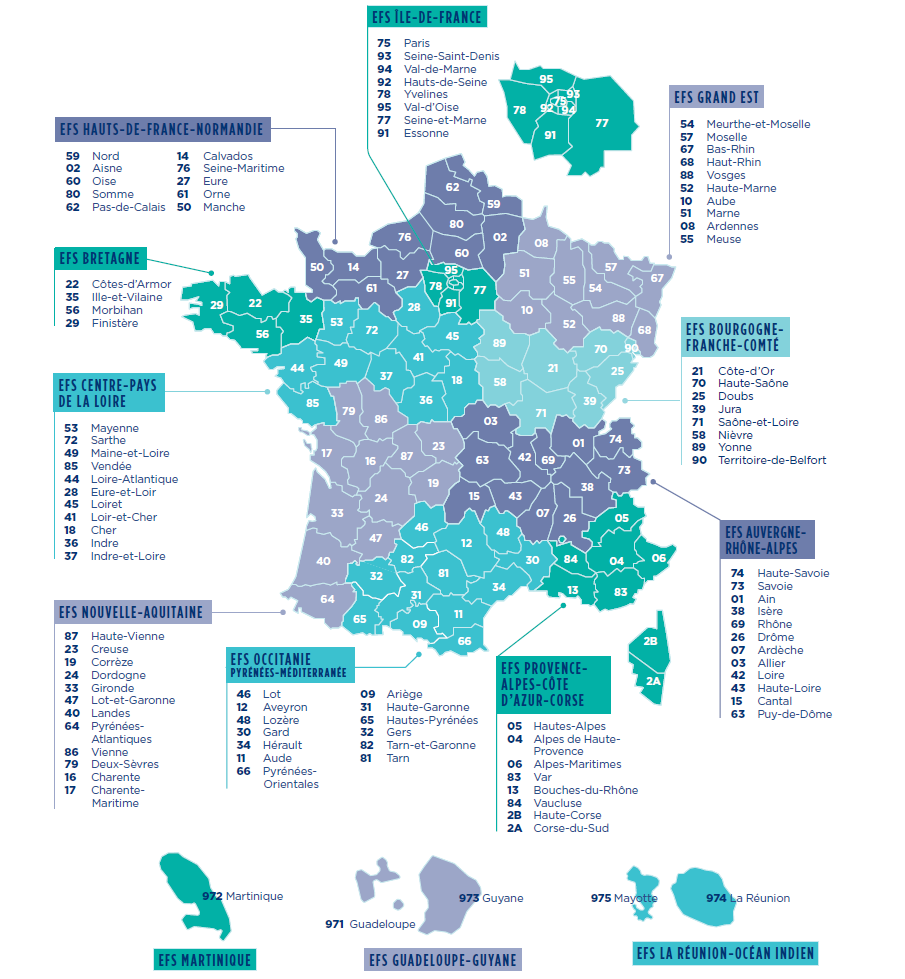
L'EFS a vocation à développer toute activité liée à la transfusion sanguine. Il peut à ce titre être autorisé à fabriquer, importer et exploiter des médicaments dérivés du sang.

L'Etablissement français du sang peut, en outre, à titre accessoire, être autorisé à exercer d'autres activités de santé dont des activités de soins et de laboratoire de biologie médicale. A ce titre l’EFS effectue des examens d'immuno-hématologie " receveur " afin de vérifier la compatibilité entre les caractéristiques du receveur et celles du produit qui lui est destiné.

L’EFS assure également l’approvisionnement en plasma du Laboratoire Français de Fractionnement et des Biotechnologies (LFB) en vue de la fabrication de produits stables. A côté de ces activités de transfusion sanguine, l’EFS s’implique également dans d’autres activités comme l’ingénierie cellulaire, la biologie médicale, la banque de tissus...

## L’organisation de l’EFS

L’EFS est composé de 13 établissements de transfusion sanguine, sans personnalité morale répartis sur l’ensemble du territoire français.



## Chiffres clés 2023

L’Institution :

* 1 opérateur civil unique de la transfusion sanguine
* 9 666 collaborateurs
* 146 sites EFS assurent la délivrance des produits sanguins labiles
* 32 4755 collectes mobiles
* 4 étapes pour le parcours de la poche de sang : prélèvement, préparation, qualification, distribution
* 1 500 hôpitaux et cliniques approvisionnés en produits sanguins
* 1 million de malades soignés

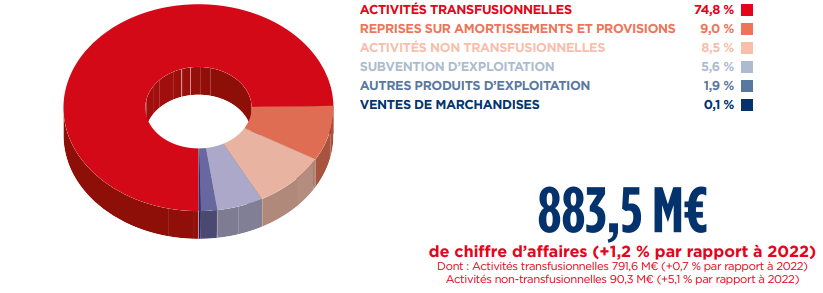
Prélèvements : 2 678 054 prélèvements

Donneurs de sang :

* 1 571 605 donneurs dont 17% de nouveaux donneurs
* 67,9% de nouveaux donneurs de plasma

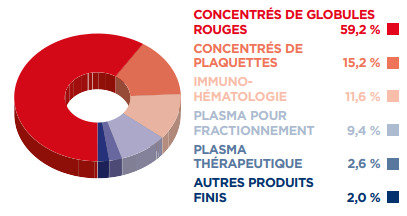
**Rapport d’activité 2023 de l’EFS** (à télécharger sur le site : <https://www.efs.sante.fr/donner-au-sang-le-pouvoir-de-soigner> )

Les produits d’exploitation de l’EFS se répartissent comme suit

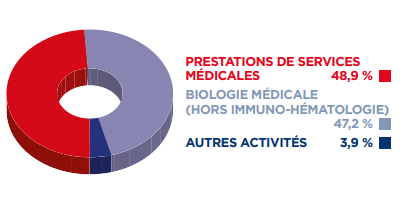


Le chiffre d’affaires 2023 se répartit comme suit :

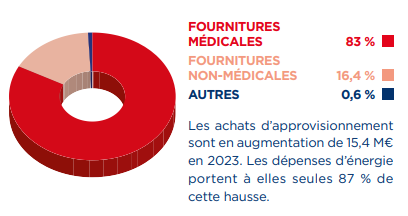
* Répartition du chiffre d’affaires des activités transfusionnelles :



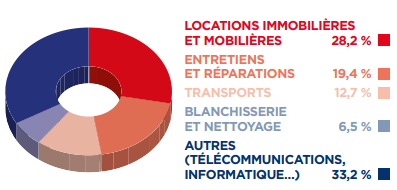
* Répartition du chiffre d’affaires des activités non transfusionnelles :



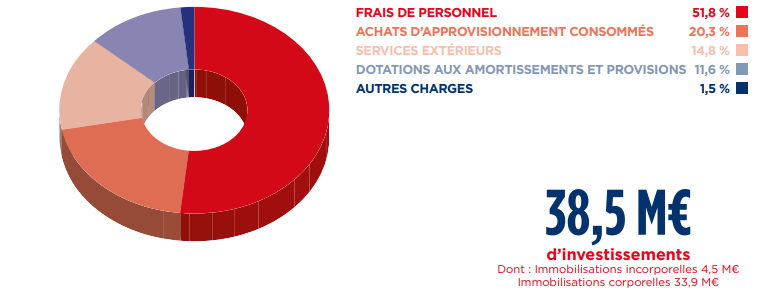
* Répartition des achats d’approvisionnement :



* Répartition des services extérieurs :



Les charges d’exploitation se répartissent de la façon suivante pour 2023 :



## Interlocuteurs du marché

Le Titulaire de ce marché devra suivre la prestation en lien avec L’Agence Comptable Principale (ACP), contact administratif et technique du Titulaire (lancement du marché, validation des factures réceptionnées via CHORUS PRO).

Tous les documents –hors factures– doivent donc lui être transmis directement.

Ses coordonnées sont les suivantes :

**Agence Comptable Principale**

20 Avenue du Stade de France

93218 La Plaine Saint Denis cedex

01 55 93 95 00

Le Département du service comptable du siège de l’EFS est le contact administratif pour les informations relatives à la facturation.

De son côté, le Titulaire présente dans son offre son processus administratif et désigne nommément une personne en charge de l’exécution des prestations. L’EFS est informé le cas échéant, du remplacement de la personne nommément désignée ou de celui d’un ou des intervenant(s) à la réalisation des prestations.

# DESCRIPTION TECHNIQUES DES PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues dans le cadre du présent marché public sont décrites dans les paragraphes suivants.

## Assistance à la consolidation des comptes

La mission attendue consiste en une assistance à l’élaboration des comptes consolidés du groupe EFS aux normes n°99-02, à partir des informations financières communiquées par l’EFS et sa filiale Diagast (liasses fiscales annuelles et informations complémentaires nécessaires).

Les interventions du prestataire seront effectuées au siège de l’EFS, 20 avenue du Stade de France à La Plaine Saint-Denis.

La consolidation sera établie sur le logiciel de l’EFS « Your CEGID Consolidation » version 5.1, installé en mode SaaS.

L’organisation de la mission attendue s’articulera autour des 3 phases principales présentées ci-après.

En fin de marché, le Titulaire s’engage à fournir à l’EFS, tous les éléments nécessaires au bon déroulement de la prestation.

## 2.1.1 Revue préalable

En amont de la consolidation, une revue des principaux évènements de l’année écoulée susceptibles d’avoir un impact en consolidation, et une appréciation des évolutions éventuelles du périmètre de consolidation seront effectuées.

Des réunions d’échanges entre le titulaire et l’EFS seront organisées si nécessaire en fonction de l’importance des évolutions éventuelles.

## 2.1.2 Assistance à la consolidation

Cette prestation comprend la réalisation des états financiers consolidés annuels : bilan, compte de résultat, état de variation des capitaux propres, tableau des flux de trésorerie et notes annexes, rapport annuel sur les comptes consolidés qui sera communiqué au Conseil d’Administration de l’EFS ; ainsi qu’un partenariat de mise à jour des connaissances des collaborateurs de l’EFS participant à la consolidation dans le cadre des échanges de construction des comptes consolidés.

Sans être limitatives, les principales actions de réalisation de la consolidation à réaliser sont :

- reprise et contrôle des données d’ouverture (données sociales et consolidées) ;

- intégration des données sociales fournies par l’EFS, en solde et en flux, pour chacune des filiales ;

- comptabilisation des écritures de retraitements sociaux, comprenant par exemple : les crédits-baux, les provisions, y compris la PIDR... ;

- contrôle des éléments préparatoires aux écritures automatiques : écarts d’acquisition, élimination des titres... ;

- contrôle des rapprochements et éliminations des opérations intergroupes préparées par l’EFS ;

- cadrage des variations individuelles des capitaux propres et de la variation consolidée ;

Les livrables attendus au titre de cette phase sont :

- Documents de synthèse et rapport final de l’exercice ;

- Dossier de révision reprenant la justification des écritures et retraitements effectués, les explications relatives aux soldes finaux des comptes consolidés, la justification des informations portées en annexe...

## 

## 2.1.3 Interface avec les commissaires aux comptes

Le titulaire doit mettre à disposition un dossier de travail (dossier de révision) explicitant les principaux retraitements et le solde des postes, afin de faciliter l’audit par les commissaires aux comptes de l’EFS. Le prestataire assistera l’EFS pour répondre aux questions posées par les commissaires aux comptes dans le cadre de leur audit annuel des comptes consolidés ;

Les commissaires aux comptes auditent les comptes consolidés qui seront présentés au Conseil d’Administration.

La prestation demandée comprend les réponses aux questions qu’ils pourraient être amenés à poser au cours de leur mission et la collaboration avec leurs équipes d’auditeurs sur place.

## Prestations complémentaires

Dans le cadre des 3 phases de la prestation, des difficultés techniques particulières peuvent apparaître, nécessitant d’approfondir certains points ou de participer à des réunions supplémentaires pour traiter de sujets complexes (par exemple : modifications du périmètre de consolidation, opérations en capital au sein du groupe, évolutions des modes de financement ...).

Sur demande expresse de l’EFS, des prestations complémentaires pourraient être nécessaires, pour lesquelles une proposition tarifaire est sollicitée à la ½ journée et sur la base de 2 types d’intervenants :

- expert-comptable senior

- consultant consolidation

Ces prestations ne sauraient dépasser 4 jours au total.

## Planning

Les durées sont données à titre estimatif et ne constituent pas un engagement de la part de l’EFS.

* **Revue préalable et reprise des à nouveaux :** période estimée pour la réalisation de la prestation : octobre/novembre ; durée envisagée : 1 journée.
* **Assistance à la consolidation :** période estimée pour la réalisation de la prestation : 1ère quinzaine de février ; durée envisagée 6 journées.
* **Interface avec les commissaires aux comptes et partenariat avec les collaborateurs EFS pour la mise à jour des connaissances :** période estimée pour la réalisation de la prestation : entre le 15 et le 20 février ; durée envisagée : 2 jours.

## Equipe dédiée

L’intervention d’un expert-comptable senior est requise pour la revue préalable et l’encadrement général du dossier.

Les autres prestations peuvent être réalisées par un consultant spécialisé en consolidation

## ANNEXE FINANCIERE

Cf. Bordereau des prix joint au présent document.

# DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

## Objet du marché public

Les comptes consolidés du Groupe EFS sont arrêtés selon les obligations des établissements publics de l’Etat résultant de la combinaison des articles 135 et 136 de la loi n° 2003-706 du 1er août 2003 de sécurité financière.

Ils sont établis conformément aux dispositions du règlement du Comité de la réglementation comptable CRC n° 99-02 du 29 avril 1999 relatif aux sociétés commerciales et entreprises publiques.

Le présent marché a pour objet la réalisation d’assistance à la réalisation des comptes consolidés.

* Revue préalable
* Assistance à la consolidation des comptes

## Type de prestations et nomenclature

Le code CPV des services du marché public est le suivant :

|  |  |
| --- | --- |
| 79212000 : Services d'audit financier |  |

## Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon la procédure adaptée définie par les articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-7 du code de la commande publique

## Périmètre du marché public

Le marché public, issu de la présente consultation, sera conclu par le Président de l’Etablissement Français du Sang (EFS).

Il constitue un marché dans le cadre duquel le Siège de l’EFS émet seul des bons de commande.

## Allotissement

Le marché public, ayant pour objet une prestation globale, n’est donc pas alloti.

## Forme du marché public

Le marché public constitue un marché composite prenant en partie la forme d'un marché ordinaire (à prix global et forfaitaire) et en partie la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

Les prestations prenant la forme d'un marché ordinaire s’inscrivent dans les 3 phases d’assistance à l’élaboration des comptes consolidés du groupe EFS à savoir :

* Revue Préalable
* Assistance à a consolidation des comptes
* Interface avec les CAC

Les prestations prenant la forme d'un accord-cadre à bons de commande sont les travaux complémentaires nécessaires lors des 3 phases précédemment citées.

Les prestations à bons de commande s'exécutent, au fur et à mesure des besoins de l'EFS, conformément à l'article L.2125-1 1° ainsi qu'aux articles R2162-2, R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique avec un engagement maximum **de 50 000 euros HT pour toute la durée du marché** y compris les périodes de reconduction.

## Estimation du marché public

Le montant estimé du marché est de 10 000 euros HT annuels pour la partie forfaitaire, et 1 000 euros HT annuels pour les éventuelles prestations complémentaires.

## Durée du marché public

Le marché public prend effet pour la prestation de consolidation des comptes de l’exercice de notification (2025), pour une durée ferme **de (12) douze mois**.

A l’issue de la première période, le marché public est reconductible tacitement **3 (trois)** fois pour une période de **(12) mois**, sans que la durée totale ne dépasse **quarante-huit (48) mois** selon les dispositions du présent document.

## Langue d’exécution du marché public

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S’ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d’une traduction en français*).*

## Pièces constitutives du marché public

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l’ordre d’importance décroissant suivant :

* L’acte d’engagement valant Cahier des Clauses Particulières (AE valant CCP) et son annexe financière (BP)
* Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés Prestations Intellectuelles (CCAG - PI) approuvé par l’arrêté du 16 septembre 2009 en vigueur à la date de notification du présent marché public,
* La Proposition technique du Titulaire comprenant un Mémoire technique répondant aux exigences de l’article 2 du présent document, et en sus le candidat devra présenter son équipe, la méthodologie employée pour répondre au besoin du marché :

Par dérogation à l’article 1.2 du CCAG FCS, le présent document ne prévoit pas d’article récapitulant les dérogations au CCAG PI.

**Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions du présent document est réputée non écrite**.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l’exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s’engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

## Exécution du marché public

### Modalités d’exécution de l’accord-cadre donnant lieu à l’émission de bons de commande

#### Emission des bons de commande

L’accord-cadre s'exécute par l’émission de bons de commande établis par le RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l’accord-cadre. Ils indiquent :

* Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre
* La durée de validité du bon de commande
* La nature, les quantités des prestations concernées
* Le montant total HT du bon de commande
* Le taux et le montant de la TVA

#### Délais d’exécution des bons de commande

Les plannings seront établis conjointement entre l’Agence Comptable Principale et le prestataire retenu.

Le Titulaire est tenu d’exécuter les bons de commande dont les délais d’exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l’expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de **deux (2) mois** à compter de la date d’échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

## Pénalités

Par dérogation aux dispositions de l’article 14.1 du CCAG FCS, sans qu’il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, il pourra être appliqué au titulaire, en cas de non-respect de la date limite d’achèvement des prestations, la pénalité suivante :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Manquement constaté** | **Elément pris en compte** | **Montant de la pénalité (en euros HT)** | **Application de la pénalité** |
| Retard dans la remise du (des) livrable(s) attendu(s) | Jour ouvré de retard | 2 % du montant de la commande de la prestation concernée (phase) | A compter du 1er jour de retard constaté |

## Sous-traitance

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l’EFS afin d’être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration (ou DC4) mentionnant notamment :

1. La nature des prestations sous-traitées ;
2. Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l’adresse du sous-traitant proposé ;
3. Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
4. Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
5. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant équivalentes à celles demandées au titulaire

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu’il ne tombe pas sous le coup d’une interdiction d’accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

## Modifications du marché public

### Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l’objet d’une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l’absorption du Titulaire ne peut s’opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l’ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l’acte de fusion ou d’absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent

- Une copie de l’annonce légale

- Les attestations fiscales

- Les pièces mentionnées à l’article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l’étranger

- Les pièces mentionnées à l’article D. 8254-4 du code du travail

- Une attestation d’assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d’assurance de l’entreprise

- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire

- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire

- Un numéro unique d’identification permettant à l’acheteur d’accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/

- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l’avis d’appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l’objet d’un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

### Clause de réexamen

En application de l’article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d’un autre fournisseur en cas d’impossibilité pour le titulaire du présent marché d’exécuter les prestations, dans la limite fixée à l’article R.2194-5 du code de la commande publique ;

- Accepter temporairement un rallongement des délais d’exécution du marché.

**Modification du montant maximum**

Le présent accord cadre est conclu sans minimum et avec un maximum.

Dans le cas où le montant consommé au titre de l’exécution du présent accord-cadre atteint 75% du montant maximum défini ci-dessus, les parties conviennent de se rapprocher afin d’augmenter ledit maximum.

La mise en œuvre de la présente clause fait l’objet d’échanges entre le RPA et le Titulaire. Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par les parties au présent accord-cadre et sont actées par voie d’avenant.

Pour l’application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifie par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public. L’accord du RPA est notifié au titulaire.

Pour l’application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public.

L’accord du RPA est notifié au Titulaire.

### Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles

Il sera fait application de l’article 24 du CCAG FCS.

### Evolutions administratives

Au cours de l’exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence des Services objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu’il soit nécessaire d’établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n’a pour objet que la stricte correction d’une erreur matérielle dans la désignation ou dans l’indication des références de Services considérées, ou l’attribution d’une nouvelle référence à cette Services dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

### Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Services objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Services nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

Toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes maxima de services indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l’introduction de nouveaux Services dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d’un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

## Défaillance du Titulaire

En cas d’inexécution du Service, de retard ou d’exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d’accord entre les deux parties, l’EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu’une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

## Règlement financier du marché

### Contenu des prix

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l’annexe financière.

Ils comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations objet du marché, toutes les dépenses nécessaires à l’exécution des prestations, ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les frais de déplacement engagés par le personnel du Titulaire dans le cadre de l'exécution du marché sont compris dans les prix indiqués dans l’annexe à l’acte d’engagement et ne donneront lieu à aucun remboursement de l’EFS.

Les prestations relatives aux trois phases ne sont pas fractionnées et font l’objet d’un prix forfaitaire par phase.

### Forme et évolution des prix

Les prix du marché public sont fermes sur toute la durée du marché.

### Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d’engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l’article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l’avance est de **10%.**

Le remboursement de l’avance s’opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

### Modalités de facturation et de règlement

#### Facturation

Après exécution de chaque bon de commande, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d’une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

* Les nom et adresse du créancier ;
* Le numéro du marché public ;
* Le numéro du bon de commande ;
* Le montant hors TVA des Services ;
* Le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
* Le montant total TTC ;
* La date de facturation ;
* Le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

#### Dématérialisation des factures

Conformément à l’article L2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l’Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l’Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l’EFS par l’utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l’EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s’il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l’informant notamment des statuts suivants :

* Facture rejetée, en cas de refus par l’EFS de la facture émise ;
* Facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

### Délai de paiement

Le délai global de paiement ne peut excéder **(60) soixante jours**. Celui-ci court à compter de la remise de la demande de paiement par le titulaire au pouvoir adjudicateur.

Selon la réglementation en vigueur, le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d’une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d’un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l’expiration du délai global jusqu’à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d’intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d’un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l’exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché.

### Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d’une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l’objet d’une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d’attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s’opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu’à la réception par l’Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l’article R.2192-29 du Code de la commande publique.

### Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d’une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d’un montant forfaitaire de **40 euros** et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l’expiration du délai global jusqu’à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d’intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d’un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l’exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

### Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s’effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

* La copie de l’acte d’engagement et de l’annexe financière.

L’EFS délivre uniquement l’exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

## Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l’EFS au Titulaire restent la propriété de l’EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l’occasion de l’exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s’engage, après s’être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l’ensemble des documents/informations mis à disposition par l’EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s’engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d’empêcher qu’elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

### Obligations du Titulaire

Le Titulaire s’engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

* Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d’informations qui lui seraient confiés, à l’exception des copies nécessaires pour les besoins de l’exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l’EFS ait donné son accord préalable ;
* Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
* Ne pas divulguer ces documents ou informations à d’autres personnes, qu’il s’agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
* Prendre toutes mesures permettant d’éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d’exécution du marché public ;
* Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l’intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
* Au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
* Garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire à accès dans le cadre du présent marché public ;
* Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
  + S’engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  + Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L’EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s’engage à ne pas sous-traiter l’exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l’accord préalable de l’EFS.

### Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L’EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## Responsabilité - Assurances

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l’égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d’exécution, au moyen d’une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l’étendue de la garantie, de la date d’expiration des garanties prévues au contrat, d’une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu’ils encourent vis-à-vis des tiers et de l’EFS en cas d’accident ou de tous dommages causés à l’occasion de l’exécution du marché public.

L’attestation devra être remise dans le délai de 15 jours après demande de l’EFS au Titulaire.

## Résiliation du marché public (articles L.2195-1 et suivants du code de la commande publique)

### Résiliation pour motif d’intérêt général

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l’exécution du marché public, pour tout motif d’intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Par dérogation à l’article 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d’engagement minimum contractuel, aucune indemnité n’est due dans ce cas.

La conclusion d’un marché public sur des prestations identiques ou incluant l’objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l’ensemble des établissements de l’EFS peut constituer un motif d’intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n’est pas l’attributaire dudit marché public national.

### Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l’EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l’article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

* Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l’exécution de ses obligations, constatée par l’EFS ;
* Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
* En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l’étranger, Les pièces mentionnées à l’article D. 8254-4 du code du travail, l’inexactitude des renseignements fournis à l’EFS ou la non production, tous les six mois jusqu’à la fin de l’exécution du marché public, des pièces prévues à l’article D 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
* S’il n’a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l’activité de l’entreprise et à la déclaration des salariées de l’entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L’EFS peut résilier le marché public à la condition d’avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

### Résiliation pour évènements liés au marché

Conformément à l’article 40.1 du CCAG FCS, l’EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché

- Lorsque le titulaire est mis dans l’impossibilité d’exécuter le marché du fait d’un évènement ayant le caractère de force majeure

## Exécution aux frais et risques

L’EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l’exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l’article 45 du CCAG FCS.

## Litiges

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l’obtenir de s’en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

## Obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale

Le Titulaire et ses éventuels sous-traitant(s) remet tous les six mois jusqu’à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ouD. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s’agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l’article D 8222-5 susmentionné :

* D’une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l’URSSAF ;
* D’une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l’impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
* D’un numéro unique d’identification permettant à l’acheteur d’accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s’agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l’EFS, à l’adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/fr>

# ACTE D’ENGAGEMENT *(PARTIE A COMPLETER PAR LE CANDIDAT)*

## Cet acte d'engagement correspond :

À l’ensemble du marché public *(en cas de non allotissement).*

Au lot n°……. ou aux lots n°…………… du marché public *(en cas d’allotissement)*.

*(Indiquer l’intitulé du ou des lots tel qu’il figure dans le règlement de la consultation ou le CCAP)*

À la totalité des lots *(en cas d’allotissement)*.

À l’offre de base.

## Engagement du soumissionnaire ou du groupement d’opérateurs économiques

### Identification et engagement du soumissionnaire ou du groupement d’opérateurs économiques :

* *(Le soumissionnaire coche les cases correspondantes.)*

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public énumérées à l’article 2.10 du présent document et conformément à leurs clauses :

Le signataire

s’engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro* ***SIREN/SIRET****]*

engage la société ……………………… sur la base de son offre ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro* ***SIREN/SIRET****]*

* L’ensemble des membres du groupement s’engagent, sur la base de l’offre du groupement ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro* ***SIREN/SIRET****.]*

### Identification du (ou des) sous-traitant(s) :

En cas de présentation d’un ou de plusieurs sous-traitants, le soumissionnaire fournit à l’appui du présent acte d’engagement un DC4 pour chacun des sous-traitants.

### Prix :

Le soumissionnaire s’engage sur la base de l’offre financière basée sur les prix indiqués dans l’annexe financière jointe au présent document.

### Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations :

*(En cas de groupement d’opérateurs économiques.)*

Pour l’exécution du marché public, le groupement d’opérateurs économiques est :

* conjoint OU  solidaire

*(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d’entre eux s’engage à réaliser.)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Désignation des membres**  **du groupement conjoint** | **Prestations exécutées par les membres**  **du groupement conjoint** | |
| **Nature de la prestation** | **Montant HT**  **de la prestation** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

### Compte (s) à créditer :

***Le soumissionnaire remplit ci-dessous le nom de l’établissement bancaire et le numéro de compte complet, il agrafe ci-après un ou des relevé(s) d’identité bancaire ou postal ; il vérifie que l’IBAN est clairement mentionné sur le document transmis.***

***Dans l’hypothèse de compte bancaire domicilié à l’étranger, le soumissionnaire transmet à l’EFS une domiciliation bancaire au format international SWIFT.***

*(En cas de groupement conjoint, joindre un relevé d’identité bancaire ou postal pour chacun des membres du groupement)*

**** Nom de l’établissement bancaire :

**** Numéro de compte :

### Régime fiscal lié aux fournitures et services objet du marché public

*(Le soumissionnaire obtient l’information auprès de son service comptable).*

Le soumissionnaire a opté pour le régime des débits :  oui  non

Le soumissionnaire indique le taux de TVA applicable aux services objets du marché publics : ………………………………

Le soumissionnaire indique, le cas échéant, son numéro d’agrément de formation continue : …………………………

Le cotraitant ……………. a opté pour le régime des débits :  oui  non

Le cotraitant ………… indique le taux de TVA applicable aux produits objets du marché : ………………………………

Le cotraitant …………. indique le cas échéant son numéro d’agrément de formation continue : …………………………

### Avance (article R2191-5 CCP) :

Je renonce au bénéfice de l'avance :

NON  OUI

*(Le soumissionnaire coche la case correspondante.)*

### Délai de validité de l’offre :

Le présent engagement me lie pour le délai de validité des offres indiqué dans le règlement de la consultation.

## Signature du marché public par le soumissionnaire, candidat individuel, ou, en cas groupement d’opérateurs économiques, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement

### Signature du marché public par le candidat individuel :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom, prénom et qualité**  **du signataire (\*)** | **Lieu et date de signature** | **Signature** |
|  |  |  |

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.

### Signature du marché public en cas de groupement :

Les membres du groupement d’opérateurs économiques désignent le mandataire suivant *(article R.2142-24 CCP)*:

*(Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire).*

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :

*(Le soumissionnaire coche la case correspondante.)*

* conjoint OU  solidaire

Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d’engagement :

*(Le soumissionnaire coche la (ou les) case(s) correspondante(s).)*

pour signer le présent acte d’engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l’acheteur public et pour coordonner l’ensemble des prestations ;

*(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)*

pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;

*(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)*

ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

Les membres du groupement, qui signent le présent acte d’engagement :

*(Les membres du groupement cochent la case correspondante.)*

donnent mandat au mandataire, qui l’accepte, pour les représenter vis-à-vis de l’acheteur public et pour coordonner l’ensemble des prestations ;

donnent mandat au mandataire, qui l’accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;

donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :

*(Donner des précisions sur l’étendue du mandat.)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom, prénom et qualité**  **du signataire (\*)** | **Lieu et date de signature** | **Signature** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.

**Contact(s) du soumissionnaire (coordonnées des personnes chargées de la passation et de l’exécution du marché public : interlocuteur commercial, technique, qualité, administratif (facturation)) :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom, prénom et fonction** | **Coordonnées téléphonique (numéro fixe, mobile, fax) et électronique (mail)** |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

## Identification du pouvoir adjudicateur

### Désignation du pouvoir adjudicateur

Établissement Français du Sang

20, Avenue du Stade de France

93218 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX

Téléphone : 01 55 93 95 00

Télécopie : 01 55 93 96 02

### Nom, prénom, qualité du signataire du marché public :

*(Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.)*

Monsieur le Président de l’Établissement Français du Sang (adresse identique)

### Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l’article R2191-60 du CCP (nantissements ou cessions de créances)*:*

Monsieur le Président de l’Établissement Français du Sang (adresse identique)

### Représentant du pouvoir adjudicateur pour l’exécution du marché public et ordonnateur des paiements :

Monsieur le Président de l’Établissement Français du Sang (adresse identique)

### Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire :

Pour l’EFS

Monsieur l’Agent Comptable Principal (adresse identique)

### Imputation budgétaire :

Budget propre de l’EFS.

# DECISION DU (DES) POUVOIR(S) ADJUDICATEUR(S) *(PARTIE A COMPLETER PAR L’EFS)*

**La présente offre est acceptée**

En ce qui concerne la totalité du marché public ou, en cas de marché alloti, la totalité des lots

En ce qui concerne les lots ci-après seulement : ……………………………………………..

*(Indiquer les lots pour lesquels le candidat est retenu)*

Elle est complétée par les annexes suivantes :

*(L’acheteur coche la case correspondante.)*

Annexe n° … Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (ou DC1)

Annexe n°… relative aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres (ou OUV6-

OUV7) ;

Annexe n°… relative à la mise au point du marché (ou OUV11) ;

Autres annexes *(À préciser)* ;

A : ……………………, le …………………

Signature

*(Représentant du pouvoir adjudicateur habilité à signer le marché public)*